

# Iran : déportations vers l'Afghanistan

Renseignements de l'analyse-pays OSAR

Berne, le 23 avril 2024

## **Mentions légales**

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)  
Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Courriel : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Site web : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français et allemand

COPYRIGHT

© 2024 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

## Sommaire

1	<b>Introduction</b> .....	4
2	<b>Situation humanitaire en Afghanistan</b> .....	4
3	<b>Personnes réfugiées afghanes en Iran</b> .....	4
4	<b>Déportations vers l’Afghanistan</b> .....	7
5	<b>Visas</b> .....	8

Ce rapport repose sur des renseignements d’expert·e·s et sur les propres recherches de l’Organisation suisse d’aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l’OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L’OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

# 1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est la pratique en matière de déportation depuis l'Iran pour les personnes réfugiées afghanes qui n'ont jamais eu de visa ou dont les visas ont expiré ?
2. Quelle est la réglementation concernant les prolongations de visas ?
3. Est-il correct que toute demande de prolongation doit, à présent, être adressée 20 jours avant l'expiration du visa (et non plus cinq jours) ?
4. Concernant le visa de formation iranien pour étudier à l'université, qui normalement est valable une année, peut-il être annulé si les frais universitaires ne sont pas payés par les étudiant·e·s afghan·e·s ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Iran depuis plusieurs années<sup>1</sup>. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

## 2 Situation humanitaire en Afghanistan

**Crise humanitaire parmi les plus préoccupantes au monde.** L'effondrement du gouvernement afghan et la prise de pouvoir par les Talibans en 2021 a aggravé la situation humanitaire préoccupante en Afghanistan, déjà confronté à une sécurité précaire, à des périodes de sécheresse prolongées depuis plusieurs années et à l'impact socio-économique de la pandémie de Covid-19. Suite aux tremblements de terre du 7 octobre 2023, l'Afghanistan traverse actuellement l'une des crises humanitaires les plus préoccupantes au monde<sup>2</sup>. Selon les Nations Unies, en janvier 2024, environ 23.7 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence<sup>3</sup>.

## 3 Personnes réfugiées afghanes en Iran

**Exil et diaspora afghane en Iran.** L'exode des Afghan·e·s a essentiellement concerné le Pakistan et l'Iran. Le nombre total d'Afghan·e·s en Iran se situe entre 4,5 millions et 7 millions<sup>4</sup>. Selon les derniers chiffres communiqués par le gouvernement iranien, 750 000

---

<sup>1</sup> <https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine>.

<sup>2</sup> World Vision, Afghanistan crisis, Facts, FAQs, and how to help, 9 octobre 2023 : <https://www.worldvision.org/disaster-relief-news-stories/afghanistan-crisis-facts#fast-facts>.

<sup>3</sup> United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Afghanistan Humanitarian Needs and Response Plan 2024, décembre 2023 : <https://www.unocha.org/publications/report/afghanistan/afghanistan-humanitarian-needs-and-response-plan-2024-december-2023#:~:text=In%202024%2C%20an%20estimated%2023.7,of%20women%20from%20economic%20activities>.

<sup>4</sup> Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), Notiz Iran: Afghanen: Einreise, Aufenthalt und Rückkehr, 29 août 2023, p. 4 : <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/international-rueckkehr/herkunftslaender.html>.

Afghan·e·s reconnu·e·s comme personnes réfugiées par les autorités iraniennes vivent en Iran. Il est estimé qu'environ 586 000 détenteur·trice·s de passeports afghans muni·e·s de visas iraniens vivent également en Iran. En 2022, le gouvernement iranien a entrepris un recensement de tous les ressortissant·e·s afghan·e·s sans statut légal en Iran, y compris celles et ceux qui sont arrivé·e·s en Iran après août 2021. Ce recensement a permis d'enregistrer quelques 2,6 millions d'Afghan·e·s. Selon le gouvernement iranien, 500 000 Afghan·e·s sans statut légal n'ont pas participé au recensement<sup>5</sup>. D'après le *Secrétariat d'Etat aux migrations* (SEM), la majorité des Afghan·e·s présent·e·s en Iran disposerait d'un permis de séjour ou leur présence serait tolérée par les autorités iraniennes<sup>6</sup>.

**Possibilités de séjour en Iran.** Selon le SEM, les personnes afghanes en quête de protection bénéficient de quatre possibilités de séjour en Iran : le séjour régulier pour les détenteur·trice·s de passeports afghans et de visas iraniens (voir Chapitre 5 : Visas) ou pour les personnes réfugiées reconnues par les autorités iraniennes (carte Amayesh), le séjour « *semi-régulier* » en tant que personne réfugiée bénéficiant d'un laissez-passer et le séjour irrégulier pour les personnes réfugiées non enregistrées<sup>7</sup>.

**Carte Amayesh.** Les cartes Amayesh peuvent être renouvelées et les enfants né·e·s de deux parents titulaires de la carte Amayesh en reçoivent également une<sup>8</sup>. Néanmoins, selon *Human Rights Watch* (HRW), la grande majorité des Afghan·e·s arrivé·e·s en Iran depuis 2003 n'ont pas été autorisés à s'inscrire pour obtenir une carte Amayesh<sup>9</sup>. Ces cartes auraient cessé d'être délivrées aux Afghan·e·s nouvellement arrivé·e·s en Iran après 2007<sup>10</sup>, voir même 2005<sup>11</sup>.

**Laissez-passer : recensement des Afghan·e·s sans statut légal en Iran.** Selon plusieurs sources, dont le *Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés* (HCR), la participation au recensement de 2022 pouvait protéger les Afghan·e·s sans statut légal contre les arrestations, les détentions et la déportation<sup>12</sup>. La possession d'une carte de recensement

<sup>5</sup> United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Refugees in Iran, sans date (consulté le 26 février 2024) : <https://www.unhcr.org/ir/refugees-in-iran/>.

<sup>6</sup> SEM, Notiz Iran : Afghanistan: Einreise, Aufenthalt und Rückkehr, 29 août 2023, p. 4.

<sup>7</sup> Ibid, p. 7.

<sup>8</sup> Shamin Asghari, School of Advanced Study, University of London, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 11: <https://sas-space.sas.ac.uk/9859/1/WPS%20No.%2070.pdf>; EURAC Research, How Iran has just become the world's main host country for refugees, 3 juillet 2023 : <https://www.eurac.edu/en/blogs/mobile-people-and-diverse-societies/how-iran-has-just-become-the-world-s-main-host-country-for-refugees>; European Union Agency for Asylum (EUAA), Iran, Situation of Afghan Refugees, décembre 2022, p. 20 : [https://euaa.europa.eu/sites/default/files/publications/2023-01/2023\\_01\\_COI\\_Report\\_Iran\\_Afghans\\_Refugees\\_EN.pdf](https://euaa.europa.eu/sites/default/files/publications/2023-01/2023_01_COI_Report_Iran_Afghans_Refugees_EN.pdf).

<sup>9</sup> Human Rights Watch (HRW), Unwelcome Guests: Iran's Violation of Afghan Refugee and Migrant Rights, novembre 2013, p. 5 : [https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/iran1113\\_forUpload\\_0.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/iran1113_forUpload_0.pdf).

<sup>10</sup> Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Iran, le statut légal des réfugié·e·s afghan·e·s, 4 septembre 2018, p. 4 : [https://www.osar.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Mittlerer\\_Osten\\_-\\_Zentralasien/Iran/180905-irn-statut-legal-refugies-f.pdf](https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Mittlerer_Osten_-_Zentralasien/Iran/180905-irn-statut-legal-refugies-f.pdf); EUAA, Iran, Situation of Afghan Refugees, décembre 2022, p. 20.

<sup>11</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 11.

<sup>12</sup> UNHCR, Frequently Asked Questions on Headcount Exercise, 26 juin 2022 : <https://help.unhcr.org/iran/en/2022/06/26/frequently-asked-questions-on-headcount-exercise/>. Voir également: Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree: Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 14; SEM, Notiz Iran: Afghanistan: Einreise, Aufenthalt und Rückkehr, 29 août 2023, p. 4; Columbia University, Counting Refugees: Iran's refugee census, sans date (consulté le 27 février 2024) : [https://www.columbia.edu/~kfs2110/afghans/iran\\_1.html](https://www.columbia.edu/~kfs2110/afghans/iran_1.html).

aurait permis aux Afghan·e·s de bénéficier d'une certaine immunité contre la déportation, du moins temporairement<sup>13</sup>, initialement jusqu'au 22 octobre 2022 selon EURAC Research<sup>14</sup>, pour être finalement prolongé jusqu'au 20 avril 2023 selon le HRC<sup>15</sup>. Si leur participation au recensement ne leur donnait pas le droit de travailler en Iran, leurs enfants étaient autorisés à aller à l'école<sup>16</sup>. Les Afghan·e·s devaient payer 27 000 RIs (l'équivalent d'environ 60 centimes suisses<sup>17</sup>) afin d'obtenir une carte de recensement<sup>18</sup>. Les participant·e·s auraient reçu une carte de séjour et de voyage valable six mois et renouvelable<sup>19</sup>. Selon une source iranienne travaillant dans la recherche sur la migration en Iran<sup>20</sup>, ces cartes peuvent, en effet, être renouvelées tous les six mois. Toutefois, leur renouvellement nécessite une demande active de la part de la personne détentrice de la carte, ce qui signifie qu'elle n'est pas renouvelée automatiquement.

**Afghan·e·s sans statut légal dans l'insécurité face à la déportation.** Les personnes sans statut légal n'ont aucun document en leur possession ou ne possèdent que des documents expirés ou considérés comme invalides par les autorités iraniennes. Les Afghan·e·s ayant participé au recensement de 2022 et les enfants scolarisé·e·s ayant une *Educational Support Card* (ESC), ou carte de soutien scolaire (voir Chapitre 5 : Visas), sont toujours considéré·e·s comme n'ayant aucun statut légal.

**Violence envers les Afghan·e·s essayant d'entrer en Iran sans statut légal.** Le 6 mars 2024, des sources relayées par le journal en ligne afghan *Hasht-e-Subh Daily* ont rapporté que les gardes-frontières iraniens ont ouvert le feu sur un groupe d'Afghan·e·s cherchant l'asile en Iran, blessant huit personnes<sup>21</sup>. Dans son rapport de 2022 sur l'Iran, *Amnesty International* avait déjà signalé que les forces de sécurité avaient tiré illégalement à balles réelles contre des Afghan·e·s qui tentaient d'entrer en Iran. Les personnes y étant parvenues ont dû faire face à des détentions arbitraires, et ont enduré des actes de torture et d'autres mauvais traitements, avant d'être déportées<sup>22</sup>.

**Indépendamment de leur statut : interdiction de vivre, voyager ou de chercher un emploi dans 16 provinces.** Le 3 décembre 2023, Hamzeh Soleimani, directeur général des

<sup>13</sup> Hasht-e-Subh Daily, Afghan Refugees in Iran: Dilemma of Staying or Leaving, 22 juin 2023 : <https://8am.media/eng/afghan-refugees-in-iran-dilemma-of-staying-or-leaving/>; The Diplomat, An Iranian Reversal on Afghan Refugees, 14 novembre 2023, p. 13 : <https://thediplomat.com/2023/11/an-iranian-reversal-on-afghan-refugees/>; SEM, Notiz Iran: Afghanen: Einreise, Aufenthalt und Rückkehr, 29 août 2023, p. 4.

<sup>14</sup> EURAC Research, How Iran has just become the world's main host country for refugees, 3 juillet 2023.

<sup>15</sup> UNHCR, Iran: New Arrivals from Afghanistan - since 2021 (End of December 2023), 14 janvier 2024 : <https://reliefweb.int/report/iran-islamic-republic/iran-new-arrivals-afghanistan-2021-end-december-2023#:~:text=Folowing%20the%202022%20Headcount%20exercise,obtained%20a%20'Headcount%20slip'>.

<sup>16</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 14.

<sup>17</sup> Selon le taux de change en vigueur le 25 mars 2024.

<sup>18</sup> UNHCR, Help Iran: Headcount Exercise, sans date (consulté le 19 mars 2023) : <https://help.unhcr.org/iran/en/how-can-i-see-asylum-in-iran/headcount-exercise/>; Hasht-e-Subh Daily, Afghan Refugees in Iran : Dilemma of Staying or Leaving, 22 juin 2023.

<sup>19</sup> Teheran Times, Census plan for illegal Afghans extended, 31 mai 2022 : <https://www.tehrantimes.com/news/473211/Census-plan-for-illegal-Afghans-extended>; Hasht-e-Subh Daily, Afghan Refugees in Iran: Dilemma of Staying or Leaving, 22 juin 2023.

<sup>20</sup> Source iranienne travaillant dans la recherche sur la migration en Iran, contactée par email le 20 mars 2024.

<sup>21</sup> Hasht-e-Subh Daily, Iranian Border Guards Open Fire, Injuring Eight Afghan Asylum Seekers, 6 mars 2024 : <https://8am.media/eng/iranian-border-guards-open-fire-injuring-eight-afghan-asylum-seekers/>

<sup>22</sup> Amnesty International (AI), Amnesty International Report 2022/23; The State of the World's Human Rights; Iran 2022, 27 mars 2023 : <https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/iran/report-iran/>.

affaires de citoyenneté et des étrangers de la province occidentale de Kermanshah, a confirmé l'entrée en vigueur de l'interdiction aux Afghan·e·s de vivre, voyager ou de chercher un emploi dans 16 provinces (sur 31) d'Iran. Il a également déclaré qu'en conséquence, des travailleur·se·s afghan·e·s avaient été arrêté·e·s dans la province et expulsé·e·s du pays. Cette nouvelle règle s'appliquerait à toutes les personnes afghanes dans ces 16 provinces, quel que soit leur statut d'immigration<sup>23</sup>. Selon le média en ligne *Radio Free Europe/Radio Liberty* (RFE/RL), la province de Fars interdirait aux commerces d'engager des étrangers, sans préciser explicitement la ou les nationalité·s visée·s, comme vendeur·euse·s, et ce depuis le 5 juin 2023. Les entreprises qui enfreignent la règle risquent de se voir infliger de « lourdes amendes », poussant de nombreux commerces locaux à licencier leurs employé·e·s afghan·e·s<sup>24</sup>. Selon les informations obtenues par RFE/RL, les personnes étrangères ne sont autorisées à travailler à Fars que pour des travaux manuels pénibles dans les secteurs de la construction et de l'agriculture. Des restrictions similaires ont été imposées dans la province de Isfahan<sup>25</sup>. Une étude publiée par la School of Advanced Study, de l'Université de Londres, explique que la gouvernance imprévisible de la migration en Iran permet la main-d'œuvre bon marché de travailleur·euse·s afghan·e·s sans statut légal, tout en permettant une certaine marge de manœuvre pour les déportations<sup>26</sup>.

**Sentiments anti-Afghan·e·s en Iran.** Plusieurs sources signalent également une montée inquiétante de sentiments anti-Afghan·e·s au sein de la population, renforcés par la désinformation des médias iraniens, ayant pour conséquence une augmentation des attaques contre des Afghan·e·s perpétrées par des membres de la population iranienne<sup>27</sup>.

## 4 Déportations vers l'Afghanistan

**Accueil des Afghan·e·s en Iran.** Selon *The Diplomat*, magazine international d'actualité, le gouvernement iranien a longtemps accepté les personnes réfugiée·s chiites Afghane·s afin de faire face au déclin de la population iranienne. Cependant, cette politique de tolérance divise les conservateurs et réformateurs du gouvernement<sup>28</sup>. Après la prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan en août 2021, les autorités iraniennes auraient repoussé des milliers d'Afghan·e·s vers l'Afghanistan sans évaluer leurs besoins individuels en matière de protection internationale<sup>29</sup>.

**Déclaration officielle que tous les Afghan·e·s « illégaux » seront expulsé·e·s.** Le 27 septembre 2023, le ministre iranien de l'Intérieur, Ahmad Vahidi, a déclaré que Téhéran

<sup>23</sup> RFE/RL, Afghans Banned From 16 Provinces In Iran As Forced Exodus Continues, 4 décembre 2023 : [www.rferl.org/a/iran-afghans-banned-provinces/32713320.html](http://www.rferl.org/a/iran-afghans-banned-provinces/32713320.html); Iran International, Iran Bans Afghan Migrants From Living In 16 Provinces, 4 décembre 2023 : <https://www.iranintl.com/en/202312045525>.

<sup>24</sup> RFE/RL, How Will I Feed My Family? Iranian Province Imposes New Job Restrictions On Afghan Migrants, 16 juin 2023 : <https://www.rferl.org/a/iran-job-restrictions-afghan-migrants/32462715.html>.

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 9.

<sup>27</sup> Iran International, Violence Against Afghan Refugees Causing Serious Concerns In Iran, 14 octobre 2023 : <https://www.iranintl.com/en/202310143258>; Hasht-E Subh, Expulsion Campaign of Afghan Migrants from Iran : Asylum Seekers Concerned Amid Rising Anti-Migrant Sentiment, 11 octobre 2023 : <https://8am.media/eng/expulsion-campaign-of-afghan-migrants-from-iran-asylum-seekers-concerned-amid-rising-anti-migrant-sentiment/>; Salaam Time, Afghan refugees complain of ill treatment from Iranian forces, 19 septembre 2023 : [https://afghanistan.asia-news.com/en\\_GB/articles/cnmi\\_st/features/2023/09/19/feature-01](https://afghanistan.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_st/features/2023/09/19/feature-01).

<sup>28</sup> The Diplomat, An Iranian Reversal on Afghan Refugees, 14 novembre 2023.

<sup>29</sup> HRW, World Report 2023 – Iran, 12 janvier 2023 : <https://www.ecoi.net/en/document/2085460.html>.

expulsera tous les Afghan·e·s « illégaux » vivant en Iran, dont la majorité serait des Afghan·e·s sans statut légal<sup>30</sup>. Il réaffirme la volonté du gouvernement en octobre 2023<sup>31</sup>.

**Arrestations et déportations de masse.** D'après les informations recueillies par le HCR, environ 631 000 Afghan·e·s ont été déporté·e·s d'Iran entre janvier et novembre 2023<sup>32</sup>. Le 10 février 2024, Majid Shuja, commandant des gardes-frontières iraniens de la province de Khorasan Razayi, a indiqué qu'un total de 20 000 Afghan·e·s avaient été expulsé·e·s entre le 21 janvier et le 4 février 2024<sup>33</sup>. Le 12 février 2024, les médias locaux ont souligné que plus de 2200 afghan·e·s qui essayaient d'entrer en Iran avaient été arrêté·e·s en l'espace de quelques jours et détenu·e·s par les gardes-frontières iraniens le long des frontières du Sistan et du Baloutchistan<sup>34</sup>. En 2023, des Afghan·e·s ayant cherché protection en Iran faisaient état de cas de violences physiques, d'actes d'intimidation et de harcèlement, de torture, de détentions arbitraires et d'extorsion à leur encontre de la part des forces de sécurité iraniennes<sup>35</sup>.

**Un visa valide n'empêche pas l'expulsion.** Les déportations ne ciblent pas uniquement les Afghan·e·s sans statut légal. Selon un article de la plateforme d'information afghane *ToLoNews*, des détenteur·trice·s de visas iraniens valides ont également été la cible d'expulsion. Dans leurs témoignages, des Afghan·e·s expliquent avoir été violemment expulsé·e·s d'Iran par la police iranienne. Des représentants de l'ordre auraient préalablement déchiré leurs passeports et visas<sup>36</sup>. Des dizaines de personnes réfugiées afghanes disposant de visas auraient été expulsées d'Iran<sup>37</sup>.

## 5 Visas

**Une réglementation des visas imprévisible.** En Iran, il existe différents types de visas (e.g., visa de tourisme, visa d'étudiant, visa résidentiel, etc.). Les visas ont des durées de validité

<sup>30</sup> House of Commons Library, Expulsion of Afghans from Pakistan and Iran, p. 10 : <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-9905/CBP-9905.pdf>.

<sup>31</sup> RFE/RL, Iran Repeats Threat To Expel Undocumented Afghans, 20 octobre 2023 : <https://www.rferl.org/a/iran-afghan-migrants-expel-undocumented-taliban/32646949.html>.

<sup>32</sup> UNHCR, UNHCR Regional Bureau for Asia and Pacific (RBAP) : External Update: Afghanistan Situation #30, As of 1 December 2023, 21 décembre 2023, p. 1 : <https://reliefweb.int/report/afghanistan/unhcr-regional-bureau-asia-and-pacific-rbap-external-update-afghanistan-situation-30-1-december-2023>.

<sup>33</sup> Federal Office for Migration and Refugees (Germany) (BAMF), Briefing Notes (KW07/2024), 12 février 2024, p. 1 : [https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Behoerde/Informationszentrum/BriefingNotes/2024/briefingnotes-kw07-2024.pdf?\\_\\_blob=publicationFile&v=3](https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Behoerde/Informationszentrum/BriefingNotes/2024/briefingnotes-kw07-2024.pdf?__blob=publicationFile&v=3); Afghanistan International, 20,000 Afghans Deported From Iran in 15 Days, Says Iranian Official, 10 février 2024 : <https://www.afintl.com/en/202402106490>.

<sup>34</sup> Rudabe Applied Studies Center (RASC), Over Two Thousand Afghanistani Migrants Apprehended by Iranian Border Guards, 13 février 2024 : <https://rudabe.org/archives/11875>.

<sup>35</sup> Salaam Time, Afghan refugees complain of ill treatment from Iranian forces, 19 septembre 2023.

<sup>36</sup> TOLONews, Herat Officials: Iran Deporting Afghans Who Have Passports, Visas, 26 novembre 2023 : <https://tolonews.com/afghanistan-186205>; Afghanistan Times, Concerns Rise as Iran Departs Afghan Immigrants With Valid Passports and Visas, 26 novembre 2023 : <https://www.afghanistantimes.af/concerns-rise-as-iran-departs-afghan-immigrants-with-valid-passports-and-visas/>; BNN Breaking, Iran Accused of Forcibly Deporting Afghan Immigrants with Valid Documents, 25 novembre 2023 : <https://bnnbreaking.com/world/afghanistan/iran-accused-of-forcibly-deporting-afghan-immigrants-with-valid-documents/>.

<sup>37</sup> Hasht-e-Subh Daily, Afghan Refugees Expelled from Iran Despite Legal Documents, 27 novembre 2023 : <https://8am.media/eng/afghan-refugees-expelled-from-iran-despite-legal-documents/>; BNN Breaking, Iran Accused of Forcibly Deporting Afghan Immigrants with Valid Documents, 25 novembre 2023; Bakhtar News Agency, Iran Departs Afghan Migrants with Valid Visas, 22 novembre 2023 : <https://www.bakhtarnews.af/en/iran-departs-afghan-migrants-with-valid-visas/>.

différentes et des coûts qui diffèrent. La prolongation des visas est laissée à la discrétion des autorités iraniennes et cette démarche entraînerait des frais supplémentaires<sup>38</sup>. La consultation de plusieurs sources montre qu'en Iran, le statut des Afghan·e·s est confronté à l'informalité et à l'imprévisibilité. Des lois formelles existent dans le domaine de la migration en Iran mais sont rarement mises en œuvre. La gouvernance de la migration repose essentiellement sur des règles sans source identifiable<sup>39</sup>. La principale réglementation concernant les visas iraniens est la loi sur l'entrée et la résidence des ressortissant·e·s étranger·ère·s en Iran (1931). Il existe plusieurs types de visas en Iran mais la loi ne traite pas les différents types de visas ni les groupes cibles auxquels ils s'appliquent<sup>40</sup>. De plus, la détention d'un visa valide n'est pas une garantie absolue contre la déportation. Plusieurs sources ont également obtenu et partagé des témoignages d'Afghan·e·s déporté·e·s malgré la détention d'un visa iranien valide<sup>41</sup>.

**Cartes à puce pour les étranger·ère·s.** À l'informalité et à l'imprévisibilité de la réglementation des visas iraniens s'ajoute un nouveau système d'identification des étranger·ère·s en Iran. En novembre 2023, le gouvernement iranien a lancé son « programme de gouvernance intelligente pour les ressortissants étrangers » et a commencé le processus de distribution des cartes à puce destinées aux étranger·ère·s résidant en Iran. Ces cartes doivent servir de documents d'identité et permettre d'effectuer des transactions bancaires aux personnes étrangères « éligibles résidant en Iran ». Les détails de ce programme, en ce qui concerne cette éligibilité et les visas notamment, ne sont pas encore disponibles<sup>42</sup>.

**Prolongation de visas.** En juillet 2023, *Hasht-e Subh Daily*<sup>43</sup> a publié un article expliquant que les visas, sans mentionner précisément lesquels étaient concernés, pouvaient désormais être prolongés de neuf mois, par intervalles de trois mois. Les Afghan·e·s dont le visa avait expiré devaient adresser leur demande de prolongation au centre Kefalat<sup>44</sup> de leur province de résidence. Selon l'article, les demandeur·euse·s devaient pouvoir le faire renouveler à deux reprises pour trois mois, soit six mois de prolongation au total. Les visas prolongés trois

---

<sup>38</sup> EUAA, Iran, Situation of Afghan refugees, décembre 2022, p. 26.

<sup>39</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree: Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, pp. 3-4, 6, 8 ; Islamic Republic of Iran, Ministry of Foreign Affairs, Directory of Visa Categories, sans date (consulté le 11 mars 2024) : [https://evisatraveller.mfa.ir/en/request/visa\\_types/](https://evisatraveller.mfa.ir/en/request/visa_types/); Hasht-e-Subh Daily, Improved Visa Extension Procedures Bring Ease to Afghan Migrants in Iran, 10 juillet 2023 : <https://8am.media/eng/improved-visa-extension-procedures-bring-ease-to-afghan-migrants-in-iran/>.

<sup>40</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 12 ; Islamic Republic of Iran, Ministry of Foreign Affairs, Directory of Visa Categories, sans date (consulté le 11 mars 2024) ; Hasht-e-Subh Daily, Improved Visa Extension Procedures Bring Ease to Afghan Migrants in Iran, 10 juillet 2023.

<sup>41</sup> TOLONews, Herat Officials : Iran Deporting Afghans Who Have Passports, Visas, 26 novembre 2023 ; Afghanistan Times, Concerns Rise as Iran Deports Afghan Immigrants With Valid Passports and Visas, 26 novembre 2023 ; BNN Breaking, Iran Accused of Forcibly Deporting Afghan Immigrants with Valid Documents, 25 novembre 2023.

<sup>42</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree: Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 17 ; Hasht-e-Subh Daily, Iran Distributes Smart Cards for Foreign Nationals and Immigrants, 12 novembre 2023 : <https://8am.media/eng/iran-distributes-smart-cards-for-foreign-nationals-and-immigrants/>; Webangah News Hub, Important statement of the National Immigration Organization about the smart card of foreign nationals, 11 novembre 2023 : <https://en.webangah.ir/2023-11-11/news=2505/>.

<sup>43</sup> Hasht-e-Subh Daily, Improved Visa Extension Procedures Bring Ease to Afghan Migrants in Iran, 10 juillet 2023.

<sup>44</sup> Les centres Kefalat sont basés sur la décision du Bureau des étrangers et des affaires des immigrants étrangers (BAFIA). Voir: UNHCR, Help : Iran, Announcement on the extension of expired visas, 1 mai 2023 : <https://help.unhcr.org/iran/en/2023/05/01/announcement-on-the-extension-of-expired-visas/>.

fois ne seraient plus éligibles pour une nouvelle prolongation, limitant le séjour des Afghan·e·s en Iran à neuf mois au maximum. Selon *Hasht-e Subh Daily*, il serait plus facile d'obtenir une prolongation de visa en se rendant dans les centres Kefalat des villes plus éloignées des importants flux migratoires qu'à Téhéran<sup>45</sup>. Malgré tout, les informations obtenues dans plusieurs sources datant de 2023 montrent que la réglementation concernant les visas peut être ambiguë et imprévisible. La durée de validité des visas peut donc varier et leur prolongation n'est pas garantie<sup>46</sup>.

**Des délais pour le renouvellement des visas flous.** Une *personne de contact A qui travaille à la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)*, basé à Téhéran<sup>47</sup>, a indiqué à l'OSAR le 4 mars 2024 qu'il n'y a, à priori, pas d'information officielle confirmant que les Afghan·e·s souhaitant renouveler leur visa doivent le faire 20 jours avant la date d'expiration de ce dernier, et non plus 5 jours<sup>48</sup>. Cette personne explique notamment que cette mesure n'aurait que peu de sens, sachant que la plupart des visas touristiques ont une durée de 30 jours. Cependant, selon une information fournie à l'OSAR le 11 mars 2024 par une autre *personne de contact B, qui travaille dans la recherche sur la migration en Iran*<sup>49</sup>, il existerait des preuves anecdotiques qu'une nouvelle directive ait été émise, obligeant les Afghan·e·s à demander le renouvellement de leur visa 20 jours avant la date d'expiration de leur visa actuel. Selon cette personne, l'exigence de soumettre une demande de renouvellement de visa entre cinq et 15 jours avant son expiration pourrait avoir été approuvée par les autorités concernées. Il est cependant possible que cette nouvelle directive entre en vigueur progressivement.

**Visas d'étudiant·e.** En février 2023, le ministère iranien de la science, de la recherche et de la technologie a suspendu l'inscription des étudiant·e·s non diplômé·e·s dans les universités iraniennes. Il a également demandé aux étudiant·e·s afghan·e·s étudiant en Iran de quitter le pays et de retourner en Afghanistan pour obtenir leur passeport afghan et demander un visa d'étudiant·e auprès d'un bureau de représentation de la République d'Iran afin de poursuivre leurs études en Iran. Cette condition était toujours en vigueur en octobre 2023<sup>50</sup>. En juillet 2023, pour être admis·e·s au semestre académique d'automne 2023, les étudiant·e·s afghan·e·s devaient fournir deux documents : un passeport valide et un certificat de fin d'études universitaires<sup>51</sup>. La *personne de contact B*<sup>52</sup>, explique que les étudiant·e·s universitaires doivent effectivement obtenir leur visa en dehors de l'Iran. Cela est également le cas

<sup>45</sup> Hasht-e-Subh Daily, Improved Visa Extension Procedures Bring Ease to Afghan Migrants in Iran, 10 juillet 2023.

<sup>46</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 12; Hasht-e-Subh Daily, Afghan Refugees Expelled from Iran Despite Legal Documents, 27 novembre 2023.

<sup>47</sup> Personne de contact A, de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) basé à Téhéran, renseignements obtenus le 4 mars 2024 par email.

<sup>48</sup> UNHCR, Help, Iran : Announcement on visa extension, 18 mars 2022: <https://help.unhcr.org/iran/en/2022/03/18/announcement-on-visa-extension/>.

<sup>49</sup> Personne de contact B, source iranienne travaillant dans la recherche sur la migration en Iran, contactée par email le 11 mars 2024.

<sup>50</sup> Beporsed, How to Apply for a "Student" Visa in Iran?, 22 octobre 2023 : <https://www.beporsed.org/en-us/articles/14080986632093>; Hasht-e-Subh Daily, Afghan Students Grieve Over Inability to Attend Iranian Universities, 28 février 2023 : <https://8am.media/eng/afghan-students-grieve-over-inability-to-attend-iranian-universities/>.

<sup>51</sup> Hasht-e-Subh Daily, The State of Higher Education for Afghan Refugees in Iran, 25 juillet 2023 : <https://8am.media/eng/the-state-of-higher-education-for-afghan-refugees-in-iran/>.

<sup>52</sup> Personne de contact B, source iranienne travaillant dans la recherche sur la migration en Iran, contactée par email le 20 mars 2024.

pour les étudiant·e·s afghan·e·s qui résident en Iran. Ces personnes doivent retourner en Afghanistan pour obtenir leur visa d'étudiant·e. Cependant, selon cette même source, le gouvernement iranien peut déroger à cette exigence dans des cas exceptionnels. Cette dérogation ne figure pas dans les procédures écrites mais peut se produire au cas par cas.

**Étudiant·e·s ayant une carte Amayesh.** Le visa d'étudiant·e, destiné aux étudiant·e·s universitaires, doit être renouvelé chaque année jusqu'à l'obtention du diplôme<sup>53</sup>. Les Afghan·e·s titulaires d'une carte Amayesh doivent préalablement l'échanger contre un passeport afghan afin de demander un visa d'étudiant·e. Cependant, à la fin de leurs études, les diplômé·e·s afghan·e·s ne peuvent pas récupérer leur carte Amayesh et doivent demander un visa résidentiel iranien annuel renouvelable, sans garantie que leur visa sera toujours renouvelé à l'avenir<sup>54</sup>.

**Annulation du visa d'étudiant·e en cas de non-paiement des frais scolaires.** La *personne de contact A*<sup>55</sup> n'a pas connaissance de déclaration officielle concernant la révocation des visas d'étudiant·e en cas de défaut de paiement des frais de scolarité. Cependant, selon la *personne de contact B*<sup>56</sup>, si le visa actuel n'est pas annulé, il existerait de fortes chances qu'il ne soit pas renouvelé si les frais universitaires ne sont pas payés. Cela dépendrait fortement de l'université et de son administration. Cette personne explique avoir vu des cas où des étudiant·e·s afghan·e·s n'avaient pas payé les frais de scolarité jusqu'à l'obtention de leur diplôme, alors que dans une autre université, leur visa n'avait pas été renouvelé pour cause de frais impayés.

**La carte de soutien scolaire.** La *Educational Support Card* (ESC), ou carte de soutien scolaire, fait suite à un décret du Guide suprême de 2015 visant à permettre la scolarisation de tous les enfants résidant en Iran et en âge d'aller à l'école primaire et secondaire, indépendamment de leur statut documentaire. L'ESC, renouvelable annuellement, autorise les élèves afghan·e·s sans statut légal à s'inscrire dans les écoles publiques iraniennes. La ESC permettrait également d'empêcher la déportation des membres de la famille des enfants scolarisé·e·s en Iran<sup>57</sup>.

**Changement de statut : renoncer à la carte Amayesh pour un visa résidentiel.** Certain·e·s Afghan·e·s résident en Iran avec un visa résidentiel, renouvelable annuellement. Comme dans le cadre du visa d'étudiant·e, il s'agit principalement d'Afghan·e·s ayant eu une carte Amayesh mais qui ont suivi une procédure appelée *Tabdil-e Vaziat*, ou « changement de statut ». Cette procédure leur permet de rendre leur carte Amayesh afin de demander un

---

<sup>53</sup> Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, p. 13.

<sup>54</sup> Ibid, p. 13.

<sup>55</sup> Personne de contact A, de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) basée à Téhéran, renseignements obtenus le 4 mars 2024 par email.

<sup>56</sup> Personne de contact B, source iranienne travaillant dans la recherche sur la migration en Iran, contactée par email le 11 mars 2024.

<sup>57</sup> Norwegian Refugee Council, Afghan Children's Access to Education in Iran. What happened after the Supreme Leader's Decree?, Janvier 2017, pp. 2-3 : [https://adsp.ngo/wp-content/uploads/2018/12/IR-15\\_Afghan-Children%E2%80%99s-Access-to-Education-in-Iran-What-happened-after-the-Supreme-Leader%E2%80%99s-Decree.pdf](https://adsp.ngo/wp-content/uploads/2018/12/IR-15_Afghan-Children%E2%80%99s-Access-to-Education-in-Iran-What-happened-after-the-Supreme-Leader%E2%80%99s-Decree.pdf); OSAR, Iran: Der rechtliche Status von afghanischen Flüchtlingen, 4 septembre 2018, p. 30 : [https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Mittlerer\\_Os-ten\\_-\\_Zentralasien/Iran/180904-irn-statut-legal-refugies-de.pdf](https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Mittlerer_Os-ten_-_Zentralasien/Iran/180904-irn-statut-legal-refugies-de.pdf). Voir également: Shamin Asghari, Governance of Migration by Decree : Legal Life of Afghan Migrants in Iran, mars 2024, pp. 7, 14.

passeport afghan et de recevoir un visa résidentiel<sup>58</sup>. Le changement de statut peut concerner les détenteur·trice·s de carte Amayesh suivant : les étudiant·e·s universitaires, les Afghan·e·s ayant une entreprise en Iran et souhaitant voyager entre l'Iran et l'Afghanistan, ainsi que les personnes qui épousent des détenteur·trice·s de visas résidentiels<sup>59</sup>.

**Recrutement pour le combat en Syrie en échange d'un visa résidentiel.** Dans un rapport de 2023, le *US Department of State* (USDOS)<sup>60</sup> stipule que le gouvernement iranien a contraint d'anciens membres des forces spéciales afghanes à combattre dans des forces paramilitaires soutenue par l'Iran au Yémen. En échange, il leur aurait été promis de pouvoir conserver leur statut de résident légal en Iran après leur demande de prolongation de visa. Le USDOS rapporte également que le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et la Force de résistance Basij (Basij), une force paramilitaire subordonnée au CGRI, auraient recruté par la coercion des migrants et des personnes réfugiées afghanes afin de combattre dans des forces paramilitaires iraniennes en Syrie. Ces personnes auraient accepté, espérant ainsi obtenir un visa résidentiel et rester en Iran. En 2017, HRW rapportait que des enfants de 14 ans figuraient parmi les recrues du CGRI<sup>61</sup>.

**Dispositions relatives aux visas : traitement différent pour les Afghan·e·s.** Selon les deux *sources contactées A et B*<sup>62</sup>, il convient de noter que les Afghan·e·s en Iran souhaitant obtenir un visa iranien ou renouveler leur visa arrivant à expiration peuvent faire face à des traitements différents selon les circonstances. En conséquence, les déclarations d'Afghan·e·s ayant été confronté·e·s à des situations contraires aux directives officielles actuellement connues, notamment en ce qui concerne les délais à respecter pour le renouvellement des visas, peuvent être véridiques, malgré le manque d'informations.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site [www.osar.ch/publications](http://www.osar.ch/publications). La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse [www.osar.ch/newsletter](http://www.osar.ch/newsletter).

<sup>58</sup> Shamin Asghari, *Governance of Migration by Decree: Legal Life of Afghan Migrants in Iran*, mars 2024, p. 13.

<sup>59</sup> Shamin Asghari, *Governance of Migration by Decree: Legal Life of Afghan Migrants in Iran*, mars 2024, p. 13.

<sup>60</sup> US Department of State (USDOS), 2023 *Trafficking in Persons Report: Iran*, 15 juin 2023 : <https://www.state.gov/reports/2023-trafficking-in-persons-report/iran/>; Rand, *Afghan Refugees Are Being Recruited to Join an Iranian Paramilitary*, 23 novembre 2021 : <https://www.rand.org/pubs/commentary/2021/11/afghan-refugees-are-being-recruited-to-join-an-iranian.html>.

<sup>61</sup> HRW, *Iran: Afghan Children Recruited to Fight in Syria*, 1 octobre 2017 : <https://www.hrw.org/news/2017/10/01/iran-afghan-children-recruited-fight-syria>.

<sup>62</sup> Personne de contact A, de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) basée à Téhéran, renseignements obtenus le 4 mars 2024 par email; Personne de contact B, source iranienne travaillant dans la recherche sur la migration en Iran, contactée par email le 11 mars 2024.